

**DJAMEL BENABDESLAM À BOUIRA :**

# «Seule une volonté politique en haut lieu pourra assurer des élections libres»

*Présent hier pour fêter le 5<sup>e</sup> anniversaire de la création de son parti, le Front de l'Algérie Nouvelle ou FAN, M. Djamel Benabdeslam qui s'est réuni avec ses militants à la maison de jeunes Mohamed-Issiakhem, n'a pas manqué de fustiger le pouvoir sur son manque de volonté politique à assurer à l'Algérien une élection libre et transparente. «Je le dis et je le redis ; seule une volonté politique en haut lieu pourra assurer des élections libres et honnêtes», dira-t-il.*

Dans un point de presse organisé peu avant le début des travaux de son parti, l'ex-député de Bouira qui n'a pas manqué de rappeler son passé politique et son parcours depuis l'élu de l'APW de Bouira, puis député avant de devenir un chef présent dans tout le territoire national, a expliqué que les motifs de sa participation à ces élections malgré ses appréhensions et sa conviction que ces élections, de même que les précédentes, ne seront ni libres ni transparentes.

«Oui, nous savons que ces élections profiteront encore une fois aux deux partis du pouvoir, les partis-appareils, c'est-à-dire, le FLN et le RND mais, nous savons aussi que la politique de la chaise vide, l'absence des partis de la scène politique n'a servi que les vautours, des ratés de la société qui se sont érigés, à cause de notre absence sur le terrain, en tuteurs du peuple en se positionnant dans certains partis satellites du pouvoir, en saisissant le vide créé par les partis d'opposition qui ont cru que le boycott pouvait apporter un plus alors que c'est le contraire qui s'était produit».

En d'autres termes, selon le président du FAN, la participation des partis à cette joute électorale qui se profile, obligera les partis du pouvoir et ceux qui gra-

vitent autour, de présenter de meilleurs candidats sous peine de se voir éjectés par la population qui aura l'embarras du choix et surtout, de meilleurs candidats au niveau des partis d'opposition.

Cela étant, la nouvelle loi sur les partis et les fameux 4 % exigés pour tout parti devant se présenter aux élections, a été également critiquée par le président du FAN qui a estimé injuste de voir le pouvoir se baser sur les élections de 2012 comme critère lorsque «tout le monde sait que les élections de 2012 n'étaient pas libres et que la fraude généralisée, les a émaillées».

Le vote des corps constitués qui reçoivent des directives et des orientations malgré que ce vote se fait en dehors des casernes depuis 2004, l'existence du fichier électoral à la disposition des partis mais sans aucune incidence tant personne ne pourra vérifier les listes une, à une sur tout le territoire national pour voir si tel ou tel électeur n'était pas inscrit deux fois ; les mécanismes de calculs et de comptabilisation des voix qui se font par l'administration à la fin de l'opération et la fermeture des bureaux de vote ; opération qui se fait loin des partis et des candidats ; toutes ces méthodes



Djamel Benabdeslam.

sont autant de facteurs de fraude que personne, ni aucun parti, ne pourra contrôler ou maîtriser.

Aussi, le président du FAN qui va jusqu'à dire que tant que le mécanisme des élections est entre les mains du pouvoir via son administration et ses agents depuis les chefs de daïra jusqu'aux walis et le ministère de l'Intérieur, sont là, ni la commission indépendante, ni les observateurs étrangers et nationaux, ni aucune méthode mise par les partis, ne pourront éviter le truquage et la fraude.

«J'irai encore plus loin en disant que tant que le pouvoir possède entre ses mains ces mécanismes, même si ce sont les partis politiques d'opposition qui organiseront les élections, celles-ci seront truquées par le pouvoir», dira enfin le président du FAN qui est convaincu que «seule une volonté politique en haut lieu pourra assurer des

élections libres et honnêtes». En attendant, selon Djamel Benabdeslam, les partis politiques, y compris le FAN, participeront pour essayer de faire passer leur message, d'imposer

une certaine culture politique, d'encadrer le citoyen et d'éviter les scénarios qui se sont produits chez nous dans les années 1990, et plus récemment dans les pays arabes avec le fameux «printemps sioniste» précisera-t-il. Car, selon lui, «avec un dialogue et une activité politique légale et porteuse de projets nationalistes, loin de toute violence, surtout avec la disqualification des partis dits anciens qui ont démontré leurs limites et qui essayent actuellement de recoller les morceaux pour sauver leur existence, alors que les nouveaux partis dont le

FAN, ont apporté vraiment du sang nouveau à l'action politique et militante et pourront, pour peu qu'il y ait une volonté politique de changement, mener le bateau Algérie vers de meilleurs rivages et loin des tempêtes dévastatrices qui ont emporté des pays entiers».

Yazid Yahiaoui

## **L'UGCAA DÉCRIT UN SECTEUR QUI VA À LA DÉRIVE**

### Plaidoyer pour la création d'une police de la pêche

Décrivant un secteur de la pêche qui va droit vers la dérive, le président du Comité national des marins-pêcheurs (affilié à l'UGCAA), Hocine Bellout, a plaidé pour la relance du vieux projet de création d'une police de la pêche afin de sauver ce secteur qui connaît moult difficultés.

Lors d'une conférence de presse tenue hier au siège de l'organisation professionnelle, il a énuméré un chapelet de facteurs qui font que la filière est livrée à toutes sortes d'obstacles et qui freinent son essor. Au premier titre desquels figure l'utilisation, pourtant interdite, des filets dérivants pour la capture de certains poissons laquelle continue de faire des ravages. Il pointe aussi la pollution des côtes qui fait fuir les espèces.

En cause : la compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach qui, selon cet orateur, déverse annuellement l'équivalent de 10 000 tonnes de fioul. Plusieurs fois mise en cause, la compagnie nationale ne s'est jamais expliquée. «Les lois existent, mais leur application fait gravement défaut», regrette M. Bellout qui dénonce l'impunité dont bénéficient ceux qui sont derrière la dégradation des côtes maritimes.

Outre l'usage des filets dérivants et la pollution, l'autre facteur derrière la dégradation de la faune marine est lié à l'utilisation systématique des explosifs. Ces derniers participent à l'appauvrissement de la faune marine.

En raison de ces pratiques, note Hocine Bellout, une dizaine d'espèces de poissons sont ainsi en voie de disparition en Méditerranée à l'instar de la sardine.

Ce marin-pêcheur s'interroge alors sur comment ces explosifs entrent aussi facilement à l'intérieur des ports de pêche si ce n'est à l'aide de complicités. Le non-respect du repos biologique est également derrière la raréfaction du poisson, déplore encore M. Bellout qui dénonce le «laisser-aller» qui règne dans le secteur. Et malgré les innombrables appels à le réguler, aucune mesure n'est prise, souligne-t-il, pointant le refus des pêcheurs de se réunir et discuter des solutions à apporter.

L'absence de sécurité à l'intérieur des enceintes portuaires est un autre point sur lequel a insisté le représentant des marins-pêcheurs. Il réitère sa détermination à combattre les pilliers de corail malgré les menaces dont il fait l'objet, en soulignant qu'au cours des 15 dernières années, environ 50 tonnes de corail ont été illégalement introduites en Tunisie, puis l'Europe, pour atterrir aux Etats-Unis où le corail, sous des formes transformées, est utilisé dans l'industrie aéronautique.

Y. D.

## **PARTI EL KARAMA :**

### «C'est une erreur que de croire que seuls le RND et le FLN auront la majorité»

En vue des prochaines législatives, Mohamed Benhamou, président du parti El Karama, a tenu ce samedi une rencontre avec les têtes de liste de la région ouest au niveau de son bureau fédéral à Oran. A l'issue de la rencontre il nous fera part de ce qu'il qualifie d'handicap qui entoure ces élections «un handicap qui vient des deux grands partis le RND et le FLN du fait que ces partis ont un avantage financier et un avantage qu'on le veuille ou pas du système où ils sont présents».

Toutefois, il estime que certes ces deux partis «sont plus forts que nous dans la représentativité, plus anciens et ont des ministres et représentés dans l'exécutif, mais le peuple doit comprendre que des gens qui ont fait l'exécutif devraient être aujourd'hui mis devant leurs responsabilités et leur demander des comptes».

Mohamed Benhamou considère que c'est une erreur du peuple que de croire que seuls le RND et le FLN doivent avoir la majorité.

«Le bon député peut être dans tous les partis, il

faut que le peuple se réveille, et que la classe des intellos et celle silencieuse se réveillent également et ne donnent pas l'opportunité aux mafieux d'être au Parlement. Il faut s'impliquer, on peut changer le paysage politique.»

Le parti El Karama entame ces élections, dit-il, à l'aise puisque, dira son président, «à travers 32 wilayas nous avons soit les 4% soit des élus locaux ou des députés, et dans les wilayas où nous n'avons pas les 4% nous avons choisi les meilleurs pour avoir les signatures facilement».

C'est le cas pour Oran où les militants du parti poursuivent la collecte des signatures et la tête de liste n'a pas encore été désignée.

Soucieux de la transparence des élections, notre interlocuteur lance un appel aux ministres de l'Intérieur, de la Justice, aux magistrats et à M. Derbal, afin dit-il d'être les garants de la voix de la population et de veiller à ce que le choix du citoyen mis dans l'urne aille à son destinataire.

Amel Bentolba